

FICHE D'INFORMATIONS LÉGALES

En Exécution de l'article III-74 du Code de droit économique, les informations légales suivantes sont communiquées aux clients :

1. **Nom** : SRL CARNOY AVOCATS.
2. **Adresse du cabinet d'avocats** : rue de l'Aurore 4 à 1000 Bruxelles.
3. **Adresse électronique** : info@carnoyavocats.be.
4. **Numéro d'entreprise** : BCE 0653 999 734.
5. **Numéro TVA** : BE 653 999 734.
6. **Organisation professionnelle** : l'avocat est soumis aux règles déontologiques fixées par l'Ordre français des avocats du Barreau de Bruxelles (Palais de justice, place Poelaert 1 à 1000 Bruxelles) qui est un ordre professionnel instauré par le Code judiciaire dont le numéro d'entreprise est 0248.012.766. Les règles déontologiques sont disponibles sur le lien : http://www.barreaudebruxelles.info/images/publications/recueil_codeon_rdb.pdf.
7. **Titre professionnel** : avocat.
8. **Pays ayant octroyé ce titre professionnel** : Belgique (compétence fédérale).
9. **Condition générales applicables** : voir la page consacrée à nos conditions générales dans le site www.carnoyavocats.be, onglet « nos conditions ».
10. **Prix du service** : déterminé au préalable suivant convention d'honoraires signée ou, à défaut, par référence au tarif publié sur le site www.carnoyavocats.be, possibilité de success fee.
11. **Caractéristique de la prestation de service** : activité d'avocat, code NACEBEL 2008 : 69.101. Services judiciaires et juridiques.
12. **Assurance** : RC professionnelle : Compagnie d'assurance Ethias, rue des Croisiers 24 à 4000 Liège (Tél : 04.220.31.11), police n° 45.118.401, pour un montant en responsabilité professionnelle de 2.500.000 €. Couverture géographique de l'assurance : le monde entier à l'exception des réclamations introduites devant les juridictions des Etats-Unis d'Amérique et du Canada.

13. Protection de la vie privée : les données de caractère personnel sont enregistrées dans les fichiers de l'avocat pour les seuls besoins de sa gestion administrative et comptable. Elles ne sont pas communiquées aux tiers. Elles peuvent être communiquées aux personnes visées et être rectifiées sur leur demande conformément à la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel.

*